

Le gouvernement canadien, et peut-être tous les autres, rêve de solutions faciles. Il est difficile d'implanter une stratégie industrielle, d'élaborer des politiques. Nous avons lutté contre le gouvernement actuel en maintes occasions, et nous savons qu'il est inébranlable. Avant de réussir à le faire bouger ou à le persuader que nous ne devrions pas exporter de pétrole ni de gaz naturel, nous avons dû revenir à la charge durant des années jusqu'à ce que la nécessité le force à agir. J'aimerais croire que nous avons eu notre mot à dire dans ce changement d'attitude. Je crois que des accidents peuvent arriver et que le gouvernement n'avait pas prévu se faire avoir par les pétrolières multinationales, qui ne lui ont pas fourni des chiffres exacts. Je suppose que ces sociétés ont eu sur le gouvernement presque autant d'influence que nous, mais je crois que notre persévérance a persuadé une bonne partie du public que le gouvernement devait répondre plus que jamais de ses politiques de bradage des ressources. C'est en ce sens que j'estime que l'opposition a joué un rôle utile.

Pendant des années et des années, le gouvernement a choisi la solution facile, et il le fait encore en exportant des matières premières et en important des articles fabriqués. Le député de York-Simcoe (M. Stevens) est un homme très versé en la matière et j'ai pour lui le plus grand respect. Il a posé une question dont j'aurais cru la réponse évidente. Il a dit que le gouvernement devrait expliquer pourquoi les recettes douanières avaient augmenté de 120 millions de dollars. La réponse est évidente. Nous importons des quantités effarantes d'articles fabriqués. Si notre chômage est si élevé, c'est que les articles dont la fabrication procurerait beaucoup d'emplois sont importés, tandis que ce sont les produits qui ne procurent pas beaucoup d'emplois qui sont exportés. Le ministre s'est fait gloire de chiffres démontrant à quel point on mousse nos exportations. Il parlait d'exportation de matières premières. A quoi bon? Ce n'est pas d'exporter qui est important. On peut exporter bien des choses, mais quand on échange quelque chose de plus précieux contre quelque chose qui l'est moins, c'est assez absurde, et c'est ce que nous avons eu tendance à faire pendant des années. Nous avons eu tendance à donner dans la facilité. Nous dilapignons ce qui est énormément précieux et acceptons en échange ce qui est moins avantageux pour notre économie.

Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que vous vous impatientiez, mais que vous êtes sur le point de me demander de conclure. Je terminerai donc en insistant sur la nécessité pressante qu'il y a pour le gouvernement de prendre position sur le commerce international et le développement industriel, ainsi que sur ces facteurs qui ont fait de nous un pays différent, et qui, je l'espère, continueront à faire de nous un pays différent à l'avenir.

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, en examinant le bill C-67, j'ignorais que d'un bill aussi simple et aussi bref, on pouvait dire autant de choses. J'ai compris que mon préopinant n'a pas tellement parlé du contenu du bill, mais surtout des omissions du bill. C'est pourquoi il s'est si longuement attardé sur ce qu'aurait dû prévoir l'administration actuelle en ce qui concerne les importations d'objets et d'articles qui peuvent être manufacturés au Canada.

Monsieur l'Orateur, on ne peut guère critiquer le contenu du bill C-67, car il supprime de façon générale des droits de douane surtout sur des articles qu'on ne produit évidemment pas au Canada. Mais là n'est pas la question. Je pense que dans de nombreux domaines on peut fabriquer ces articles au Canada mais jusqu'ici on a négligé

Tarif des douanes

d'encourager l'établissement d'industries manufacturières sérieuses qui peuvent fabriquer des articles réclamés par le consommateur canadien et ainsi donner de l'emploi ou créer de nouveaux emplois aux ouvriers canadiens. On se plaint avec raison du niveau croissant du taux de chômage. On vient de nous informer que le nombre désaffectés de chômeurs a augmenté de 10,000 en juin.

Or, monsieur l'Orateur, je crois que cela inquiète non seulement les travailleurs mais tous les Canadiens. Dans ce projet de loi on remarque, par exemple, qu'on permet l'entrée en franchise de machinerie agricole. J'ai lu il n'y a pas tellement longtemps un article disant qu'au Canada on ne produit pratiquement plus de machinerie agricole. On ne fabrique presque plus de tracteurs, de faucheuses, de moissonneuses et tous les articles qui servent à la production agricole. On exporte, par exemple, des céréales à la Russie. On se prépare également à en exporter des quantités importantes et la Russie nous rembourse ces céréales par de la machinerie agricole afin de nous permettre de produire d'autres céréales pour les nourrir. Cela devient en quelque sorte un cercle vicieux. Et nous avons prouvé, monsieur l'Orateur, dans le passé, qu'on était capable de produire ces machineries agricoles.

Nous avons eu au Canada d'importantes manufactures de tracteurs, de faucheuses, de moissonneuses, de charrettes de toutes sortes et qui ont donné satisfaction aux Canadiens. Aujourd'hui, dans la plupart des cas, on est obligé d'aller sur le marché extérieur pour s'approvisionner de cette machinerie agricole et de pièces de remplacement ce qui, dans bien des cas, devient quasiment un cauchemar pour les cultivateurs. Or, monsieur l'Orateur, c'est un point important, et le gouvernement canadien ne devrait pas se contenter de permettre l'importation en franchise d'articles comme ceux-là, mais veiller à l'implantation d'industries capables de fournir aux Canadiens ces choses que nous pouvons produire.

Dans d'autres domaines, c'est la même chose. Encore dans le domaine agricole, les représentants de l'UPA du Québec nous signalaient à midi que le Canada importe des quantités extraordinaires de produits qu'on peut fabriquer chez nous, comme le fromage, par exemple, dont nous importons pour un demi-milliard de dollars. Nous importons du beurre en quantité peut-être supérieure à celle qu'on produit chez nous. Ce sont encore là des choses que le gouvernement semble avoir plus d'intérêt à importer qu'à produire, et dont il semble ne pas vouloir encourager la production chez nous.

On parle de douanes dans ce bill. Nous pratiquons dans certains cas la douane à l'envers. Encore dans le domaine de l'agriculture, par exemple, nous obligeons actuellement les producteurs laitiers canadiens à payer une prime à l'exportation de 90c. les 100 livres pour la poudre de lait destinée à l'exportation, tandis que dans le marché commun on subventionne les producteurs laitiers. C'est le contraire de ce qu'on fait chez nous. Chez nous, on pratique la douane à l'envers, on oblige le producteur canadien à payer au départ pour son exportation. Monsieur l'Orateur, c'était là des points que je voulais porter à l'attention du ministre. Même s'il ne m'écoute pas, je sais que ces fonctionnaires sont là pour le lui rappeler.

Un autre point qui a également attiré mon attention dans ce bill, c'est celui des cadeaux occasionnels expédiés de l'étranger à des amis au Canada ou apportés au Canada par des non-résidents. Sans doute, monsieur l'Orateur, que l'augmentation qu'on apporte dans ce bill de la valeur de ces cadeaux va permettre l'entrée d'une valeur un peu plus importante en franchise de cadeaux de ce genre, d'articles